



# Les numériques peuvent-ils être au service de l'économie sociale et solidaire ?



*Une vision de l'IA par l'IA. La technologie est à la fois remède et poison.*

D'aucuns reprochent à l'économie sociale de ne pas assez s'intéresser aux enjeux des numériques ou de ne pas suffisamment intégrer leurs outils<sup>1</sup> dont les usages varient selon les réalités économiques diverses des structures. Il existe pourtant bon nombre d'organisations associatives et entrepreneuriales de l'économie sociale et solidaire qui agissent sur le sujet. Certaines associations vont lutter contre les vulnérabilités numériques et rappeler l'importance que le numérique doit être au service de l'humain et non l'inverse, comme l'asbl Jeudi Matin. D'autres vont promouvoir le Libre ou un numérique éthique comme la coopérative Nubo. Dans le support technique, certaines associations vont jusqu'à intégrer de nouveaux outils de l'intelligence artificielle dans leurs processus et leurs pratiques comme l'association Ma Voie en France. On retrouve également des coopératives, comme Coopiteasy, qui vont proposer un service d'hébergement et/ou de gestion de données selon la philosophie du Libre. Les exemples<sup>2</sup> ne manquent pas et démontrent que l'économie sociale et solidaire s'interroge beaucoup sur la place du numérique dans nos vies.

Alors pourquoi existe-t-il un tel sentiment d'une économie sociale à la traîne ou pas suffisamment à la page ? Au-delà de cette diversité de structures actives dans le domaine sur laquelle nous reviendrons dans une deuxième analyse, nous souhaitons présenter les liens entre les numériques, notamment les enjeux actuels de l'intelligence artificielle, et l'économie sociale et solidaire pour éclairer cet éventuel retard en la matière. Ceci nous amène à une autre question. Pourquoi est-il crucial que l'économie sociale et solidaire ne perde pas de vue ce sujet dans son enracinement ?

L'association française Social Good Accelerator (SOGA), qui travaille au niveau européen sur cette thématique, rappelait lors de sa semaine des numériques du mois de novembre 2024 la nécessité d'une (re)prise du pouvoir des données numériques par l'économie sociale et solidaire pour l'intérêt général. Malgré les efforts faits par les acteurs de l'économie sociale et solidaire, l'association rappelle aussi que 70% des organisations manquent de personnel disposant de compétences numériques et que 91% souhaitent développer ces compétences en interne<sup>3</sup>. L'économie sociale et solidaire a donc bel et bien une marge de manœuvre en la matière.

Dans cette analyse, nous souhaitons emboîter le pas à cet appel de l'association SOGA en rappelant une série d'enjeux qui sont la protection des données, les vulnérabilités numériques dans l'accès aux droits sociaux, l'intelligence artificielle et la mainmise du marché du numérique par les géants du net, les GAMAM (Google, Apple, Meta, Amazon, Microsoft mais aussi d'autres que nous avons tendance à oublier avec l'usage de cet acronyme). Nous présenterons cette déclinaison d'enjeux au travers de cas concrets. Il nous semble aussi primordial de la détailler avant de nous intéresser aux réalités vécues par les entreprises d'économie sociale et solidaire. De fait, dans une seconde analyse, nous dresserons spécifiquement un tableau de quelques acteurs belges francophones de l'économie sociale et solidaire ancrés dans le milieu du numérique nous permettant de relever les expériences et les besoins. Notre objectif étant de comprendre en quoi la critique des numériques peut s'allier aux valeurs et aux principes de l'économie sociale et solidaire qui participe à la transformation de l'économie et de la société.

## La protection des données numériques, le cheval de bataille de l'Economie sociale et solidaire pour transformer les numériques

A quelle fin nos données numériques sont-elles utilisées aujourd'hui ? Comment l'économie sociale et solidaire peut participer à une gestion des données qui soit cohérente avec l'identité des entreprises et associations qui la composent et avec les finalités sociales qu'elles se donnent ? Dans une précédente analyse, nous rappelions que l'économie du numérique se basait principalement sur la captation et l'accumulation de données à des fins commerciales<sup>4</sup>. En tant qu'individu ou collectif naviguant sur le net, nous sommes en effet devenus la matière première des géants du Net qui ont besoin de données pour exister. Pour cela, les entreprises de la tech usent de la puissance de l'algorithme afin d'agir sur nos comportements si bien qu'on peut parler d'une manipulation des masses par le traçage individualisé au service du profit.

Par conséquent, la gestion des données apparaît comme étant le défi le plus important de l'usage des numériques avec celui des répercussions environnementales. L'enjeu est de taille car il a des ressorts démocratiques profonds quant à l'éthique et plus précisément à la confidentialité des données.

Sur le plan éthique, il convient d'interroger la finalité de l'usage des données. Au-delà des objectifs de lucre, l'accumulation des données numériques peut être un objet de pouvoir. Une entreprise ou un Etat qui capte, stocke et gère à sa guise des données numériques issues d'une série d'informations fournies par les utilisateurs du web, détient un pouvoir important. En connaissant les attitudes et les habitudes des individus, les interfaces numériques peuvent être adaptées à ceux-ci avec l'intention d'influencer les comportements. Que ce soit lors des récentes élections américaines<sup>5</sup> ou de plus récentes encore en Roumanie<sup>6</sup>, lors du referendum sur le Brexit<sup>7</sup>, dans la surveillance des citoyens par des Etats comme les États-Unis, la France, la Chine ou encore la Russie<sup>8</sup>, la liberté de choix ou de prise décision est de plus en plus mise à mal par certaines technologies numériques, comme les réseaux-sociaux, fondées sur des théories des sciences humaines et sociales de manipulation de l'opinion des personnes. Par exemple, le théorème de Heinz von Foerster-Dupuy « explique que, si vous possédez l'ensemble des données sur les comportements d'une population, vous êtes plus à même de prédire la direction de ces mouvements collectifs lorsque le niveau d'information sociale augmente. C'est ce qui permet par exemple à Amazon de prédire, à l'avance, le succès d'un livre et d'ajuster sa logistique en fonction. »<sup>9</sup>. Ce théorème se couple parfaitement avec les théories du journaliste-publicitaire Edward Bernay<sup>10</sup> et du journaliste Walter Lippmann<sup>11</sup> à propos de la persuasion des foules par les médias. Dans l'univers du numérique, l'enchevêtrement entre la finalité économique et politique de la manipulation de l'opinion par les algorithmes est un énorme risque pour le maintien de la démocratie.

Ce risque se conjugue à la méfiance de la population envers les instances de pouvoir et aussi envers les grandes entreprises du numérique qui jouent avec la confidentialité de nos données privées. Malgré l'application en 2019 par l'Union européenne du Règlement Général de la Protection des Données (RGPD), protection censée garantie aux Européens, la fuite et la captation de données restent une réalité. La raison est simple. Internet est un réseau mondial et globalisé où la liberté d'agir est régie par les différentes lois nationales de ce monde. Puisque les grandes entreprises du Net sont basées en Chine et essentiellement aux États-Unis, tout partage de données sera potentiellement soumis aux réglementations locales et ce malgré les insistances européennes sur la protection en référence au RGPD et les amendes infligées à certains géants du net. Le problème n'est

pas la non-application du RGPD mais la multitude de lois permettant finalement aux entreprises visées de capter les données convoitées avec parfois la participation des Etats<sup>12</sup>.

La protection des données est bien un enjeu d'intérêt général et les acteurs de l'économie sociale et solidaire ont un rôle à y jouer. C'est ce à quoi 21 organisations d'économie sociale et solidaire se sont attelées ces derniers mois avec la mise en place d'un code de conduite du partage des données au sein de l'économie sociale solidaire<sup>13</sup>. Soutenu par la Commission européenne, ce groupe de 21 structures, animé par le Waag Futurlab et le Common Network, a élaboré ce code visant à établir une liste de valeurs auxquelles s'engagent les acteurs de l'économie sociale et solidaire dans le partage de données. Paru en novembre 2024, ce code regroupe par ailleurs des modèles-type de partage de données au travers d'exemples concrets. Il de conduite sert de ligne directrice pour le développement d'une gestion et d'une gouvernance des données adaptées à l'économie sociale et solidaire. Le texte invite finalement à légiférer l'univers numérique et particulièrement la puissance des algorithmes dans l'ingérence politique et démocratique ainsi que dans la circulation d'informations, parfois erronées, à des fins purement économiques. Plus largement, il interroge la finalité sociale des outils numériques que nous pourrions davantage valoriser ou développer afin d'éviter le piège « techno-solutionniste ».

## Les vulnérabilités numériques, freins pour l'accès aux droits sociaux

Si la protection des données numériques est un défi central pour le maintien de la démocratie, l'accès à celles-ci pose tout autant question particulièrement dans la culture du « tout au numérique ». En Belgique, 40% des citoyens et 75% des personnes peu qualifiées rencontrent des difficultés avec le numérique<sup>14</sup>. Les situations sont diverses et témoignent des fractures sociales déjà existantes. Certaines de ces personnes n'ont pas la possibilité d'acheter un ordinateur ou un smartphone, d'autres n'ont pas accès à internet (11% des personnes à faible revenu n'y ont pas accès<sup>15</sup>), d'autres encore n'ont pas les compétences comme celle d'envoyer un email etc. Les vulnérabilités numériques découlent des fractures sociales et les renforcent dans le même temps. Pour les personnes les plus démunies, il y a un risque d'isolement dû à l'incapacité d'accéder à leurs données privées et à leurs droits sociaux.

La culture du « tout au numérique » dans l'espace public accentue ces vulnérabilités numériques et le nonaccès aux droits fondamentaux. La fermeture des distributeurs de billets, les services après-vente uniquement en ligne, les bornes de paiement digital, la fermeture des guichets dans les administrations sont autant d'exemples d'imposition du numérique dans l'espace public sans possibilité d'alternatives pour des personnes qui sont déjà par ailleurs démunies face aux outils numériques. En quoi l'économie sociale et solidaire peut-elle agir ?

Dans sa volonté transformatrice de l'économie et de la société, l'économie sociale et solidaire vise à répondre prioritairement à des besoins sociaux. Là où la culture du « tout au numérique » peut accroître les discriminations, les acteurs et actrices de l'économie sociale et solidaire se doivent de réfléchir à la manière d'intégrer les outils numériques dans leurs activités. Sur le plan politique, l'économie sociale et solidaire a la capacité d'alerter l'opinion publique sur les vulnérabilités numériques et la nécessité de réfléchir à la juste place des numériques dans nos vies.

L'association « Lire et Ecrire », membre de l'Interfédé qui est une fédération qui regroupe les fédérations des centres d'insertion socio-professionnelle, a particulièrement investi ce dernier champ. En septembre 2024, l'association « Lire et Ecrire » a introduit avec 24 organisations une requête en annulation de l'ordonnance « Bruxelles Numérique »<sup>16</sup>. L'objectif de cette ordonnance est d'accélérer la numérisation et la digitalisation des services publics tout en garantissant un accès physique à ceux-ci. Si « Lire et Ecrire » ne vise pas à annuler toute l'ordonnance, elle regrette que le texte ne garantisse pas clairement la sauvegarde de guichets physiques pour les citoyens et en particulier pour les personnes les plus vulnérables. Si la technologie et les numériques peuvent améliorer certains services à la population, cela ne doit pas être au dépend du contact humain. Autrement dit, il n'est pas question de supprimer les numériques mais plutôt de les politiser dans la prise en compte des besoins et des droits sociaux.

## Le train de l'intelligence artificielle n'est pas encore passé, sautons tous dedans avant d'être à la traine ?!

Tenant compte de ces deux premiers enjeux de la protection des données et des vulnérabilités numériques, l'économie sociale et solidaire intervient aussi dans le débat sur l'intelligence artificielle qui est devenu l'enjeu numérique central de ces dernières années.

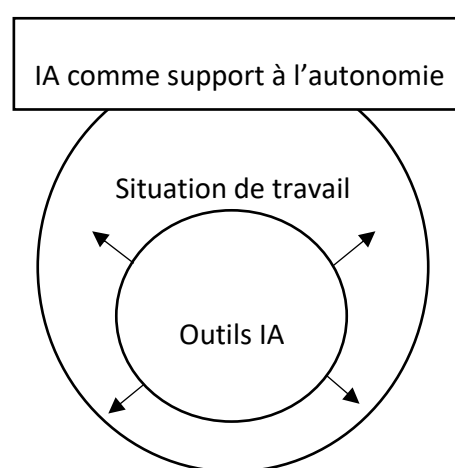
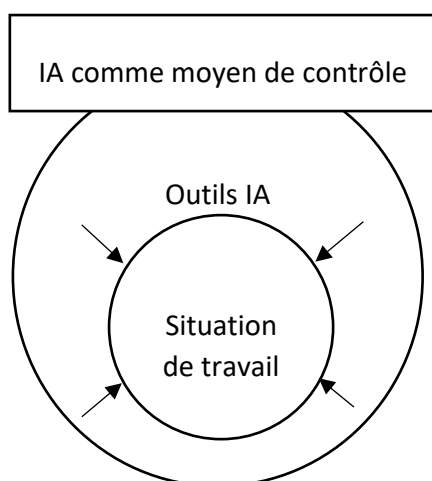
Rappelons ce qu'est l'intelligence artificielle nommée, selon son acronyme, IA. L'IA se fonde sur les algorithmes comme une grande majorité des outils numériques que nous utilisons quotidiennement. L'algorithme est une suite finie d'instructions et d'opérations claires et précises permettant de résoudre un problème. Pour imaginer cela, nous empruntons l'illustration de l'Institut Fari<sup>17</sup>, un groupe de recherche belge qui travaille sur l'IA pour le bien commun, qui compare l'algorithme à une recette de cuisine où on retrouve des ingrédients (1), des instructions pour manipuler ces ingrédients (2), des opérations pour préparer et mélanger ces aliments (3) et le plat fini prêt à être dégusté (4). L'intelligence artificielle se fonde sur une multitude de « recettes » ou d'algorithmes complexes dont la capacité de résolution de problèmes va grandissant. Dans cet objectif de recherche de solution, l'intelligence artificielle a été conçue à l'image du cerveau humain, comme un vaste réseau neuronal. La volonté des premiers chercheurs sur le sujet durant les années 50 était de créer un cerveau dans une machine<sup>18</sup>. Aujourd'hui, l'IA permet de prédire (par exemple en détectant nos goûts musicaux et en prédisant les morceaux que nous allons aimer), de planifier (notamment dans l'utilisation d'une application d'itinéraire de voyage), de détecter (par exemple avec les caméras de vidéosurveillance qui peuvent détecter un mouvement de foule ou une altercation), d'identifier (l'exemple de la reconnaissance faciale) et de générer du contenu (l'exemple de Chat GPT qui peut écrire un texte ou créer une image sur base de quelques indications). Comme pour une recette de cuisine, tout ceci ne peut fonctionner sans l'intervention d'un « cuisinier ». L'être-humain reste donc, à ce jour, central dans les tâches dont sont capables les outils d'intelligence artificielle.

Le fantasme de l'automatisation ou de la machine qui remplacerait l'humain est malgré tout toujours bien vivace. Au sein de l'économie sociale et solidaire qui donne priorité à l'humain, il est crucial de rappeler que les technologies doivent bien être au service de l'humain et non l'inverse. Cela dit, les entreprises d'économie sociale et solidaire semblent désarmées face à la vague de l'intelligence artificielle et en particulier de l'IA générative (Chat GPT et consorts). Entre la peur de rater la transition digitale et numérique et le souci légitime

de préserver ses valeurs et son identité, l'Economie sociale et solidaire aborde l'intelligence artificielle à tâtons en testant les outils, et ce, principalement dans l'organisation du travail.

Nous avons fait ce constat lors de l'événement « Inspir'ES » organisé le 13 novembre 2024 par Concertes et Walter et spécifiquement lors d'un atelier qui portait sur ce que l'intelligence artificielle pouvait apporter à l'économie sociale. La présentation se résumait en une série d'outils présentée avec brio par l'intervenant mais qui ne questionnait jamais leur adaptation aux réalités de l'économie sociale. À la suite de la présentation, les personnes de l'assemblée ont d'ailleurs avant tout posé des questions sur leurs usages quotidiens (« j'utilise tel programme pour faire des résumés etc. ») tant ils semblaient captivés par « la magie de l'IA » (je précise que je fus tout aussi captivé et impressionné). Lors d'une journée sur l'intelligence artificielle organisée le 29 novembre 2024 à Lille par le SOGA et l'Institut Fari, beaucoup d'acteurs et actrices de l'économie sociale et solidaire confirmaient utiliser l'IA de façon opportune et avec peu de concertation au sein de leurs équipes. Dans une conjoncture de financement définie selon la politique des appels à projet à court terme, certaines personnes voyaient aussi en l'IA un moyen de compiler toutes les possibilités de financement existantes sur un territoire donné. A ceci, un participant avait répondu que les financeurs allaient très certainement penser à la même idée mais en compilant des données sur les entreprises afin de savoir celles qui étaient les plus sûres économiquement et dignes d'accueillir des investissements. Avec quelles répercussions pour les associations et entreprises d'économie sociale et solidaire ?...

Ce constat rejoint celui du sociologue Yann Fergusson qui s'est particulièrement intéressé aux changements occasionnés par l'IA dans le monde du travail<sup>19</sup>. Il a observé que la volonté d'intégrer l'intelligence artificielle en entreprise vise à utiliser l'offre d'outils d'IA dans telle ou telle situation de travail. C'est-à-dire que les usages sont définis selon les outils et non selon les pratiques de travail. Autrement dit, les travailleurs utilisent une application d'IA parce qu'elle semble géniale (par exemple parce qu'elle ferait gagner du temps) sans vérifier leur adaptation à une situation de travail. Yann Fergusson ajoute que cette politique d'intégration de l'IA est souvent le souhait des dirigeants. Ceci a pour conséquence la peur d'une perte d'autonomie par les travailleurs et travailleuses. Depuis le récent important déploiement de l'IA dans le cadre privé, le sociologue a observé une tendance inverse. Du fait de leur expérience personnelle de l'IA dans des tâches privées, les travailleurs ont petit-à-petit utilisé des outils d'intelligence artificielle sur leur lieu de travail et ce parce qu'ils pouvaient clairement mieux définir les usages des outils d'IA sur base des situations et non l'inverse. Au-delà d'un outil qui s'adapte à une pratique, les enjeux de pouvoir ont aussi été transformés. Là où les dirigeants voyaient en l'IA une opportunité de contrôle, ils ont aussi perçu la perte de celui-ci par le gain d'autonomie que les employés ont pu dégager en utilisant l'IA.



L'économie sociale et solidaire semble être la croisée de cette lecture de Yann Fergusson. C'est-à-dire que l'IA est abordée comme un outil à absolument intégrer dans les processus non pas comme un moyen de contrôle mais bien d'autonomie et d'émancipation au travail. Ce serait certainement une hypothèse à vérifier dans le cadre de notre deuxième analyse. Il y a deux risques relativement opposés à cette vision. Le premier est celui de la « surutilisation » de l'IA. Précisément, il s'agit de l'usage d'une technologie de l'IA qui irait à l'encontre des finalités sociales des entreprises d'économie sociale et solidaire. Par exemple, de façon consciente, au travers d'accord ou de contrat de financement signés avec des géants de la tech (ce qui se fait déjà). Ou soit simplement en utilisant des outils dont on ignore complètement les retombées socio-économiques. Pour le dire autrement, les entreprises participeraient à un marché de l'IA, malgré elles ou non, qui dénaturerait leur finalité sociale. L'autre risque est lié au mésusage de l'IA. Ici, il est question d'une mauvaise utilisation de l'IA qui finirait finalement par être abandonnée par manque de formation et de perception des opportunités. Il en résulterait une non-participation des acteurs de l'économie sociale et solidaire au développement d'une l'IA répondant à des besoins sociaux. Il conviendrait de trouver un équilibre entre ces deux risques qui nous ramène à une question. L'économie sociale et solidaire ne devrait-elle pas réfléchir d'abord à l'adéquation de ses finalités à l'usage des outils d'intelligence artificielle plutôt que de les utiliser sans cartographie de ses besoins ?

## L'économie du numérique, une participation à un marché à l'encontre des valeurs de l'ES

Avoir une vision de l'adéquation entre les finalités sociales et les outils d'intelligence artificielle, et plus largement numériques, n'est qu'une étape dans une volonté de transformation de l'économie et de la société. Il convient aussi d'analyser précisément ce à quoi nous sommes prêts à adapter dans l'intérêt général. Pour le dire autrement, adapter l'usage de Chat GPT (ou de tout autre outil numérique) à la finalité sociale d'une entreprise d'économie sociale est insuffisant. Il faut pouvoir proposer une critique plus approfondie. Cependant, il convient de distinguer deux éléments. D'une part, il est important de ne pas avoir une posture technophobe dans cette analyse de la finalité d'usage des numériques. Le problème n'est pas la machine ou la technologie mais ce qu'on en fait et pour quelles raisons. « Il ne faut pas rejeter les techniques mais les critiquer et les transformer », nous invite le philosophe Bernard Stiegler<sup>20</sup>. D'autre part, si la critique de l'économie du numérique inscrite dans le modèle capitaliste est nécessaire, il est encore mieux d'en dénoncer les raisons.

Pour relever quelques-unes de ces raisons, de ces causes, reprenons l'exemple de l'intelligence artificielle. Nous évoquions plus haut ce qu'est une intelligence artificielle et à quoi elle est utilisée aujourd'hui. Pour qu'elle puisse fonctionner, une intelligence artificielle a besoin de processeurs très énergivores. Pour donner un ordre de grandeur, si 1% de la population utilisait Chat GPT quotidiennement pour une petite conversation, on aurait besoin de deux centrales nucléaires. Si ce même pourcent faisait une requête de cinq pages par jour à Chat GPT, il faudrait 27 centrales nucléaires<sup>21</sup>. Dans le domaine des processeurs pour l'IA, l'entreprise championne toute catégorie est la société américaine Nvidia qui fournit les puces et matériaux qui font notamment tourner le système Chat GPT de l'entreprise Open AI. En plus des conditions matérielles, une IA a besoin de l'humain pour fonctionner par l'apport de données. C'est donc toute une économie spécifique de l'IA qui s'est fortement développée depuis une quinzaine d'années. Si nous reprenons l'exemple de Nvidia,

l'entreprise a quadruplé son chiffre d'affaires en quatre ans et doublé en deux ans sa valorisation boursière (3.461 milliards de dollars, un record !<sup>22</sup>) dépassant Apple au passage. La société américaine est devenue clairement un géant de la tech en misant sur l'intelligence artificielle. Mais, derrière ces gros chiffres d'un marché en effervescence, il y a une réalité encore plus sombre.

L'apport de données dans les systèmes d'IA demande aussi une régulation et une gestion de celles-ci. Les données aux contenus sensibles sont particulièrement compliquées à traiter. Ce travail est confié à de nouveaux travailleurs appelés « les employés du clic » aussi nommés les « tâcherons du clic » par le sociologue Antonio Casilli<sup>23</sup>. Il ne s'agit pas d'ingénieurs informatiques ou d'analystes de données mais bien de « petites-mains » de l'IA à qui on donne le sale boulot. En effet, le travail de régulation et de gestion de données est répétitif et très mal payé et soumet les personnes à des images difficiles et crues. En quoi consiste concrètement leur tâche et avec quelle utilité ? Elle consiste à enseigner à une IA à distinguer, par exemple, un chat d'un chien. Une personne devra alors visionner des images et cliquer sur des chats et des chiens pour apprendre la distinction à la machine. En échange, la personne sera payée à l'heure ou parfois même à la pièce visionnée et « cliquée ». Ceci démontre qu'une machine ne reconnaît pas automatiquement une image mais est bien contrôlée en amont par un être-humain dans cette reconnaissance, offrant l'illusion de l'automatisme. Dans sa grande majorité, ce travail fastidieux est réalisé dans les pays émergents par des entreprises sous-traitantes des Géant de la tech qui donnent des salaires extrêmement faibles aux travailleurs qui peuvent travailler de chez eux ou dans des « fermes à clic » s'ils ne disposent pas de connexion internet « Payés 1 centime voire moins par image jusqu'à 0,00001 centime »<sup>24</sup> ou moins de 2 dollars l'heure<sup>25</sup>, ces « poinçonneurs de l'IA » sont clairement surexploités et travaillent dans des conditions effroyables. Si cliquer sur des « chats » et des « chiens » à longueur de journée est abrutissant, c'est en effet autre chose lorsqu'il faut visionner des images à caractère pédophile ou lire des textes obscènes afin de permettre aux outils de l'IA de détecter et de supprimer ce type de contenu toxique<sup>26</sup>. Les conséquences psychologiques sont bien entendu graves pour les personnes qui traitent ces données.

Cet exemple démontre que l'économie de l'IA, malgré le mantra du leader du marché Open AI «de développer et promouvoir une intelligence artificielle sûr et bénéfique à toute l'humanité », fonctionne selon les mêmes mécanismes capitalistiques de l'économie du numérique. Le développement de l'IA vise avant tout à dégager des milliards de dollars au profit de quelques entreprises et au dépend de ces nouveaux travailleurs de la tech qui ne sont parfois même pas payés et à qui on donne des sacs de riz ou de haricots<sup>27</sup>. On pourrait nous reprocher de ne pas voir toutes les avancées que nous donne déjà l'IA dans des tâches quotidiennes ou dans des secteurs spécifiques comme la santé. A nouveau, il ne s'agit pas de remettre en question la technologie mais bien sa finalité d'usage et son fonctionnement actuel dans le système capitaliste. L'enjeu est politique car, comme le souligne le philosophe Bernard Stiegler, la technologie n'est pas neutre. Il le démontre au travers de l'image du pharmakon<sup>28</sup> qui désigne à la fois le remède et le poison. Bernard Stiegler nous invite à « dépenser notre énergie pour que l'usage de la technologie (internet, l'IA, les réseaux-sociaux etc) soit davantage un remède qu'un poison ». « Faire avec la technologie, ça ne signifie pas ne rien faire, ça signifie agir sur le terrain »<sup>29</sup>.

## Transformer l'économie du numérique

Pour l'Économie sociale et solidaire, la prise de conscience d'une participation à l'économie de l'IA dépeinte ci-dessus, et plus largement à l'économie du numérique, est une première clef de compréhension dans son usage d'outils spécifiques. Au-delà des répercussions socio-économiques, il convient d'être attentif aux répercussions environnementales succinctement évoquées. Ces premières réflexions et questions permettront de savoir quand, pour(quoi), au profit et au dépend de qui, utiliser les numériques et spécifiquement l'IA. Comme un participant le disait, lors du Café de l'intelligence artificielle organisé en novembre 2024 par le SOGA et l'Institut FARI, « la meilleure des IA est celle qu'on n'utilise pas ».

Dans le sillage de cette invitation à une utilisation parcimonieuse des outils numériques, et dans le souci de la protection des données et de la diminution des vulnérabilités numériques chères à l'économie sociale et solidaire, il y a deux défis. Celui de la protection vis-à-vis de l'appétit économique vorace des géants de la tech. Et celui de la protection en regard des velléités des prises de pouvoir et d'atteinte à la démocratie. « Les régimes totalitaires l'ont compris, ils agissent dans les réseaux-sociaux, en foulant du pied tous les droits, avec leurs armes de régimes totalitaires. La démocratie ne peut pas faire ça, mais peut-être pouvons-nous considérer que, quand quelque chose se dit sur Internet, l'important n'est pas que soit "sur Internet", mais que ce soit "dit" »<sup>30</sup>. Consciente de ceci, l'économie sociale et solidaire pourra alors continuer à transformer les numériques afin que ceux-ci deviennent des objets de débat démocratique dans la transformation plus globale de l'économie et de la société.

Cette transformation peut être entamée à deux niveaux. Le premier, auquel nous invite les protagonistes du Code de Conduite européen pour le partage des données au sein de l'économie sociale et solidaire, est lié au contexte dans lequel évoluent les entreprises d'économie sociale et solidaire et qui comprend les défis suivants, « le manque de connectivité (dans les zones reculées et rurales), le manque de disponibilité de données (de qualité), le manque d'infrastructure de données, une culture numérique limitée ou peu de financement pour soutenir la numérisation »<sup>31</sup>. Beaucoup d'acteurs de l'économie sociale et solidaire y travaillent déjà comme nous le verrons dans notre deuxième analyse. Ce premier niveau s'accompagne du deuxième, plus ambitieux encore, qui se situe sur le renforcement des capacités numériques des acteurs de l'économie sociale et solidaire, dans une vision politique, pour davantage développer un numérique Libre et commun qui soit respectueux des limites planétaires (donc travailler sur un meilleur numérique et aussi sur une diminution de son utilisation) et des valeurs de l'économie sociale et solidaire. Plus spécifiquement, les actions sont à mener sur la finalité sociale au travers de numériques qui protègent les données de chacune et chacun et qui ne soient pas source unique de lucre pour une minorité d'actionnaires d'entreprises du secteur. Elles sont également à mener sur la primauté du travail sur le capital avec des numériques qui n'exploitent pas des personnes à travers le monde.

Un numérique au service de l'humain est possible et l'économie sociale et solidaire y participe déjà ! Nous le verrons dans une deuxième analyse tout en relevant les expériences concrètes et les besoins en la matière.

---

<sup>1</sup>Depaepe, C. (2020). Les besoins numériques dans les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS). Le Centsept [en ligne], [Les besoins numériques dans les structures de l'Economie Sociale et Solidaire \(ESS\) – Prix des mémoires de l'ESS](#) et Profacts (2019). La maturité digitale du secteur associatif. Fondation du Roi Baudouin [en ligne], [PowerPoint-presentatie](#)

<sup>2</sup>Voici la liens url vers les sites des structures cités, Jeudi Matin [Bâtissons des services numériques utiles, simples, accessibles, honnêtes, transparents et moins polluants](#), Nubo [Nubo](#), Ma Voie [MaVoie t'aide à trouver les clés pour réussir ta recherche d'emploi](#) et Coopiteasy [Nos outils de gestion informatisés](#)

<sup>3</sup>The Social Good Accelerator [Social Good Accelerator \(SOGA\)](#)

<sup>4</sup>de Halleux, O. (2022). L'inexorable numérisation de nos existences, pour le meilleur et pour le pire. SAW-B [en ligne], [L'inexorable numérisation de nos existences - Pour le meilleur et pour le pire. - SAW-B Fédération d'économie sociale](#)

<sup>5</sup>Teillard, N. (2024). Présidentielle américaine : influenceurs, réseaux sociaux... la transformation du paysage médiatique. France Info [en ligne], [Présidentielle américaine : influenceurs, réseaux sociaux... la transformation du paysage médiatique](#)

<sup>6</sup>Herbercq, J.F. (2024). Election présidentielle en Roumanie : le mystère de l'annulation en dernière minute et les raisons du vote extrémiste. RTBF [en ligne], [Election présidentielle en Roumanie: le mystère de l'annulation en dernière minute et les raisons du vote extrémiste - RTBF Actus](#)

<sup>7</sup>Le Monde (2020). L'implication de Cambridge Analytica dans la campagne du Brexit était limitée... tout comme l'efficacité de ses outils. Le Monde [en ligne], [L'implication de Cambridge Analytica dans la campagne du Brexit était limitée... tout comme l'efficacité de ses outils](#)

<sup>8</sup>Vitkine, B. (2023). Les techniques novatrices de la Russie pour surveiller l'Internet. Le Monde [en ligne], [Les techniques novatrices de la Russie pour surveiller l'Internet](#)

<sup>9</sup>Stricot, M. (2022). Réseaux sociaux : les rouages de la manipulation de l'opinion. CNRS [en ligne], [Réseaux sociaux : les rouages de la manipulation de l'opinion | CNRS Le journal](#)

<sup>10</sup>de Kervasdoué, C. (2018). A l'origine des fausses nouvelles, l'influence méconnue d'Edward Bernays. Radio France [en ligne], [A l'origine des fausses nouvelles, l'influence méconnue d'Edward Bernays | France Culture](#)

<sup>11</sup>Walter Lippmann, [Walter Lippmann — Wikipédia](#)

<sup>12</sup>Le Dessous des Cartes (2023). Chine : un pays et un peuple sous surveillance - Zhulin Zhang. Arte [en ligne], [Chine : un pays et un peuple sous surveillance - Le dessous des cartes - Leçon de géopolitique ARTE](#)

<sup>13</sup>Waag FuturLab et Common Network (2024). Le code de conduite du partages des données de l'économie sociale. Commission Européenne [en ligne], [Waag | Code of Conduct for the social economy](#)

<sup>14</sup>Pour la Solidarité (2024). Fracture numérique en Belgique, un problème toujours d'actualité. Pour la Solidarité [en ligne], [Fracture numérique en Belgique, un problème toujours d'actualité | Observatoire Européen de la Diversité](#)

<sup>15</sup>*Op cit.*

<sup>16</sup>Vanden Eede, S. (2024). Cour Constitutionnelle Vers l'annulation de l'ordonnance Bruxelles Numérique ? Lire et Ecrire [en ligne], [Vers l'annulation d'une partie de l'ordonnance Bruxelles numérique \(...\) - Lire et Écrire](#)

<sup>17</sup>Lien url vers le site de l'Institut Fari [Accueil - Fari Institute](#)

<sup>18</sup>Albert Moukheiber, Conférence « L'IA est-elle digne de confiance ? », 2023, [\(309\) L'IA est-elle digne de confiance ? - YouTube](#)

<sup>19</sup>Yann Fergusson, Conférence « L'IA, un tsunami demain pour l'emploi et le travail ? », 2024, [L'IA, un tsunami demain pour l'emploi et le travail ? \(avec Yann Fergusson\) | Tech For Future](#)

<sup>20</sup>Radio France (2020). Interview de Bernard Stiegler : « Il ne faut pas rejeter les techniques mais les critiquer et les transformer », Radio France [en ligne], [Bernard Stiegler : "Il ne faut pas rejeter les techniques mais les critiquer et les transformer" : épisode 76/82 du podcast Profession philosophe | France Culture](#)

<sup>21</sup>RTL Info (2024). Olivier Vergeynst: "Si 1% de la population mondiale utilisait ChatGPT au quotidien, cela nécessiterait deux centrales nucléaires", RTL Info [en ligne], [Olivier Vergeynst: "Si 1% de la population mondiale utilisait ChatGPT au quotidien, cela nécessiterait deux centrales nucléaires" | RTL Info](#)

<sup>22</sup>Bar Hiyé, A. (2024). Nvidia détrône Apple : l'intelligence artificielle en fer de lance, Journal du Net [en ligne], [Nvidia détrône Apple : l'intelligence artificielle en fer de lance](#)

<sup>23</sup>France 24 (2019). Antonio Casilli : "L'intelligence artificielle ne peut rien sans ses millions de tâcherons du clic", France 24 [en ligne], [\(309\) Antonio Casilli : "L'intelligence artificielle ne peut rien sans ses millions de tâcherons du clic" - YouTube](#)

<sup>24</sup>*Op cit.*

<sup>25</sup>Perrigo, B. (2023). Exclusive: OpenAI Used Kenyan Workers on Less Than \$2 Per Hour to Make ChatGPT Less Toxic, Time [en ligne], [OpenAI Used Kenyan Workers on Less Than \\$2 Per Hour: Exclusive | TIME](#)

<sup>26</sup>*Op cit.*

<sup>27</sup>Yann Fergusson, Conférence « L'IA, un tsunami demain pour l'emploi et le travail ? », 2024, [L'IA, un tsunami demain pour l'emploi et le travail ? \(avec Yann Fergusson\) | Tech For Future](#)

<sup>28</sup>Radio France (2014). Interview de Bernard Stiegler : « Internet n'est pas neutre, Internet est un pharmakon », Radio France [en ligne], [Internet n'est pas neutre, Internet est un pharmakon | France Culture](#)

<sup>29</sup>*Op cit.*

<sup>30</sup>*Op cit.*

<sup>31</sup>Waag FuturLab et Common Network (2024). Le code de conduite du partage des données de l'économie sociale. Commission Européenne [en ligne], [Waag | Code of Conduct for the social economy](#)



***Ce texte vous parle, nos idées vous interpellent ? C'est le but !***

Cette analyse s'inscrit dans notre démarche de réflexion et de proposition sur des questions qui regardent la société. Si vous voulez réagir ou en discuter avec nous au sein de votre groupe, de votre espace, de votre entreprise, prenons contact. Ensemble, faisons mouve-ment pour une alternative sociale et économique !

N'hésitez pas à nous contacter : [info@saw-b.be](mailto:info@saw-b.be) ou 071 53 28 30

*À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B mobilise, interpelle, soutient, et innove pour susciter et accompagner le renouveau des pratiques économiques qu'incarne l'économie sociale. Au quotidien, nous apportons des réponses aux défis de notre époque.*

**Rédaction :** Olivier de Halleux

**Relecture :** Marian de Foy

**Illustration :** Générée par IA - Bing-Creator Copilot selon les indications suivantes

*Bonjour, peux-tu me faire une image qui représente l'intelligence artificielle selon les conditions suivantes :*

- *L'image doit représenter à la fois le remède et le poison que représente l'intelligence artificielle pour la société*
- *L'image doit intégrer une représentation des travailleurs du clic qui travaillent à nourrir l'intelligence artificielle en données numériques*
- *L'image doit aussi représenter l'intégration de l'intelligence artificielle dans l'économie du numérique inscrite dans le système capitaliste*
- *L'image sera composée des couleurs de l'arc-en-ciel et s'inspirera du style du dessin au pastel*